

ENTRETIEN DU TEXTILE - C.C.T. : PREPENSION - 60 ANS + 26/30 ANS CARRIERE  
PROFESSIONNELLE - 7 TER/

---

## LA PREPENSION 60 ANS

C.C.T. DU 8 NOVEMBRE 2007

---

C.C.T. du 07.05.1997 (A.R. 08.10.1998 - M.B. 10.12.1998)  
C.C.T. du 28.04.1999 (A.R. 31.05.2001 - M.B. 21.08.2001),  
C.C.T. du 11.05.2001 (A.R. 22.05.2003 - M.B. 20.06.2003)  
C.C.T. du 22.05.2003 (A.R. 12.04.2004 - M.B. 08.06.2004)  
C.C.T. du 05.01.2005, enregistrée b 15.02.2005 (n° err. 73913)  
C.C.T. du 17.05.2005, enregistrée b 25.07.2005 (n° err. 75819)  
C.C.T. du 30.03.2007, enregistrée b 29/05/2007 (n° err. 82970)  
C.C.T. du 19.06.2007, enregistrée b \*\*\*\*\* (n° err.\*\*\*\*)

---

### Article 1

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile ainsi qu'aux ouvriers et ouvrières qu'elles occupent.

### Article 2

Un régime d'allocations complémentaires en faveur d'ouvriers et ouvrières âgés qui sont licenciés -appelé ci-après : la **prépension** - est instauré.

Cette prépension est basée sur la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail et l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 fixant la **prépension** conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité ente les générations.

### Article 3 - Conditions d'âge et d'ancienneté (période du 01.01.2008 au 30.06.2009)

3.1- Tous les **ouvriers**, qui sont licenciés par l'employeur après le 31 mars 2007 sans motif grave et qui accèdent au régime de **prépension** après le 31 décembre 2007, ont droit à la **prépension** et aux allocations complémentaires, **prévies** à la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à condition qu'ils :

- 3 14/11/07
- soient âgés de ~~50~~<sup>60</sup> ans et plus au moment de la fin du contrat de travail;
  - puissent justifier 30 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié au moment de la fin du contrat de travail.

ENTRETIEN DU TEXTILE - C.C.T. : PREPENSION - 60 ANS + 26/30 ANS CARRIERE  
PROFESSIONNELLE - 7 TER/

La carrière professionnelle est déterminée selon les dispositions de l'**arrêté** royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations.

3.2- Toutes les **ouvrières**, qui sont licenciés par l'employeur après le 31 mars 2007 sans motif grave et qui accèdent au régime de **prépension** après le 31 décembre 2007, ont droit à la **prépension** et aux allocations **complémentaires**, prévues à Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à condition qu'elles :

- soient **âgés** de 60 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail;
- puissent justifier 26 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié au moment de la fin du contrat de travail.

La carrière professionnelle est déterminée selon les dispositions de l'**arrêté** royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations.

3.3- Afin de déterminer si les ouvriers/ouvrières accèdent au régime de **prépension** avant ou après le 31 décembre 2007, il n'est pas tenu compte de la prolongation du **déai** de préavis en application des articles 38, § 2, et 38 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

#### **Article 4**

La limite d'âge prévue dans l'article 3 de la présente Convention Collective doit **être** atteinte au premier jour donnant droit aux allocations de chômage **après** la date de la fin du contrat de travail.

#### **Article 5**

Pour **bénéficier** de ce régime de prépension, les ouvriers et ouvrières doivent en plus remplir les conditions suivantes :

- **être** occupés dans le secteur - le cas échéant durant des **périodes** interrompues - pendant au moins 5 ans;
- **être** occupés d'une manière ininterrompue dans l'entreprise au cours des douze mois qui précèdent immédiatement la date de prise de cours de la prépension

#### **Article 6**

Les dispositions concernant l'allocation complémentaire, prévues dans la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de

licenciement, s'appliquent à la présente prépension sectorielle. Les travailleurs qui sont licenciés dans le cadre de la présente Convention Collective de Travail, maintiennent le droit à l'allocation complémentaire à charge du Fonds Commun de l'Entretien du Textile, lorsque ces travailleurs reprennent le travail comme salarié auprès d'un employeur autre que celui qui les a licenciés et n'appartenant pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés. Ils maintiennent aussi le droit à l'allocation complémentaire à charge du Fonds Commun de l'Entretien du Textile, lorsque ces travailleurs exercent une activité **indépendante** à titre principal, à condition que cette activité ne soit pas exercée pour l'employeur qui les a licenciés ou pour le compte d'un employeur appartenant à la **même** unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

### Article 7

Les ouvriers et ouvrières qui sont prépensionnés, en application de la présente Convention Collective de Travail, doivent **être** remplacés dans l'entreprise, par des travailleurs provenant de **préférence** des "groupes à risque", comme prévu dans la loi du 29 décembre 1990, chapitre XI: "Dispositions concernant l'Accord Interprofessionnel."

### Article 8

Pour le calcul de la **rémunération** nette de **référence**, il sera tenu compte, le cas échéant, des **différences barémiques** avec le revenu mensuel minimum moyen garanti conformément aux modalités de la Convention Collective de Travail du 22 mai 2003 (A.R. du 5 juin 2004; MB. du 7 juillet 2004).

### Article 9

L'indemnité **complémentaire** de la prépension et la cotisation spéciale mensuelle à charge de l'employeur, destinée au régime relatif à l'emploi et au **chôm age** (prévues aux articles 141 et 142 de la loi du 29 décembre 1990), ainsi que la cotisation spéciale mensuelle à charge de l'employeur destinée à l'office national des pensions (instituée par la loi programme du 22 décembre 1989), à l'exception de la cotisation accrue à charge des entreprises en restructuration, sont prises à charge par le Fonds Commun pour favoriser le progrès social dans les secteurs des entreprises de l'Entretien du Textile.

L'indemnité complémentaire de la prépension mensuelle payée par le Fonds sus-mentionné s'**élève** à au moins **86,11**.

L'indemnité complémentaire en cas d'une prépension prise après une réduction des prestations de travail à mi-temps ou après une diminution de carrière de 1/5, comme prévues à la C.C.T. n° 77, est calculée sur la base du salaire à plein temps qui serait applicable au moment où

ENTRETIEN DU TEXTILE - C.C.T. : PREPENSION - 60 ANS + 26/30 ANS CARRIERE  
PROFESSIONNELLE- 7 TER/

l'ouvrier(ière) passe à la **prépension**, si l'ouvrier(ière) n'avait pas joui de la **réduction** des prestations de travail ou d'une diminution de carrière.

**Article 10**

Comme prévu dans l'arrêté royal du 7 décembre 1992 et l'arrêté royal du 3 mai 2007, toutes les sanctions sont à charge des employeurs manquant de remplacer un prépensionné, à savoir :

- les amendes administratives éventuelles,
- une allocation forfaitaire compensatoire journalière de l'O.N.Em.,
- les amendes correctionnelles **éventuelles**.

**Article 11**

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1er janvier 2008 et cesse de produire ses effets le 30 juin 2009.

=====

## BRUGPENSIOEN 60 JAAR

C.A.O. VAN 8 NOVEMBER 2007

---

C.A.O. van 07.05.1997 (K.B. van 08.10.1998- B.S. 10.12.1998)  
C.A.O. van 28.04.1999 (K.B. van 31.05.2001 - B.S. 21.08.2001)  
C.A.O. van 11.05.2001 (K.B. van 22.05.2003 - B.S. 20.06.2003)  
C.A.O. van 22.05.2003 (K.B. van 12.04.2004 - B.S. 08.06.2004)  
C.A.O. van 05.01.2005, geregistreerd op 15.02.2005 (reg. nr. 73913)  
C.A.O. van 17.05.2005, geregistreerd op 25.07.2005 (reg. nr. 75819)  
C.A.O. van 30.03.2007, geregistreerd op 29/05/2007 (reg. nr. 82970)  
C.A.O. van 19.06.2007, geregistreerd op \*\*\*\*\* (reg nr \*\*\*\*\*)

---

### Artikel 1

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Textielverzorging evenals op de arbeiders en arbeidsters die ze tewerkstellen.

### Artikel 2

Een regime van aanvullende vergoeding ten gunste van de bejaarde arbeiders en arbeidsters die worden ontslagen - verder genoemd : brugpensioen - wordt ingesteld.

Dit brugpensioen is gebaseerd op de Collectieve Arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad en het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact.

### Artikel 3 - LEEFTIJD- EN ANCIENNITEITSVOORWAARDE (PERIODE 01.01.2008 TOT 30.06.2009)

3.1 Alle arbeiders die door de werkgever na 31 maart 2007 worden ontslagen zonder dringende reden en waarvan het brugpensioen ingaat na 31 december 2007, hebben recht op brugpensioen en op de aanvullende vergoeding, zoals voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, op voorwaarde dat zij :

- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 60 jaar of ouder zijn;
- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 30 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen.

Het beroepsverleden wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

3.2 Alle **arbeidsters**, die door de werkgever na 31 maart 2007 worden ontslagen zonder dringende reden en waarvan het brugpensioen ingaat na 31 december 2007, hebben recht op brugpensioen en op de aanvullende vergoeding, zoals voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, op voorwaarde dat zij :

- op het ogenblik van de **beëindiging** van de arbeidsovereenkomst 60 jaar of ouder **zijn**;
- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 26 jaar beroepsverleden **als** loontrekkende kunnen rechtvaardigen.

Het beroepsverleden wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

3.3. Om te bepalen of het brugpensioen ingaat voor of na 31 december 2007 wordt geen rekening gehouden met de verlenging van de **opzeggingstermijn** ingevolge de toepassing van de artikelen 38 §2 en 38 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

#### **Artikel 4**

De **leeftijd** voorzien in artikel 3 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst **moet** bereikt zijn op het ogenblik dat de opzeggingstermijn werkelijk een einde **neemt**.

#### **Artikel 5**

Om van dit **regime** van brugpensioen te genieten **moeten** de arbeiders en arbeidsters bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- gedurende ten **minste** 5 jaar - desgevallend middels onderbroken **periodes** - tewerkgesteld geweest zijn in de sector;
- gedurende de **periode** van twaalf **maand**, onmiddellijk voorafgaand aan de **datum** van aanvang van het brugpensioen, ononderbroken tewerkgesteld geweest zijn in de **onderneming**.

#### **Artikel 6**

De bepalingen inzake de aanvullende vergoeding, zoals bedoeld bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, zijn van toepassing op dit sectoraal brugpensioen. De werknemers die zijn ontslagen in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst behouden het recht op de aanvullende vergoeding ten **laste** van het Gemeenschappelijk Fonds van de Textielverzorging, wanneer ze het werk hervatten als loontrekkende bij een andere

✓

**TEXTIELVERZORGING C.A.O.: BRUGPENSIOEN – 60 JAAR + 26/30 JAAR  
BEROEPSVERLEDEN - 7 TER/**

werkgever dan de werkgever die **hen heeft** ontslagen en die **niet** behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid **als** de werkgever die hen heeft ontslagen. Zij behouden ook het recht op de aanvullende vergoeding ten laste van het Gemeenschappelijk Fonds van de Textielverzorging, ingeval een zelfstandige activiteit in hoofdberoep wordt uitgeoefend op voorwaarde dat die activiteit niet wordt uitgeoefend voor rekening van de werkgever die hen heeft ontslagen of voor rekening van een werkgever die behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen heeft ontslagen.

**Artikel 7**

De arbeiders en arbeidsters die in uitvoering van deze Collectieve **Arbeidsovereenkomst** met brugpensioen gaan, **moeten** in de onderneming bij voorkeur vervangen worden door **werknemers** uit de risicogroepen, **zoals** voorzien in de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, Hoofdstuk XI, "**Bepalingen** betreffende het Interprofessioneel **Akkoord**".

**Artikel 8**

Voor de berekening van de netto refertebezoldiging **zal** desgevallend rekening worden gehouden met de baremieke verschillen t.o.v. het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimum inkomen overeenkomstig de modaliteiten van Collectieve Arbeidsovereenkomst van 22 mei 2003 (KB van 5 juni 2004; BS van 7 juli 2004).

**Artikel 9**

De aanvullende vergoeding van het brugpensioen en de bijzondere maandelijksse werkgeversbijdragen voor de werkloosheidsverzekering (voorzien in de artikelen 141 en 142 van de wet van 29 december 1990) alsook de bijzondere maandelijksse werkgeversbijdrage bestemd voor de Rijksdienst voor Pensioenen (ingevoerd door de programmawet van 22 december 1989), met uitzondering van de verhoogde bijdrage voor **ondernemingen** in herstructurering, worden ten laste genomen door het Gemeenschappelijk Fonds voor de sociale vooruitgang in de sectoren van de Textielverzorging.

De door het hiervoor genoemde Fonds uitbetaalde maandelijksse aanvullende vergoeding van het brugpensioen bedraagt minimaal €86,11.

De aanvullende vergoeding brugpensioen wordt na halftijds tijdskrediet en 4/5de loopbaanvermindering in het kader van CAO nr. 77 berekend op basis van het voltijds loon dat van toepassing zou geweest **zijn** op het ogenblik van de overgang naar het brugpensioen indien de arbeider(st)er geen tijdskrediet of loopbaanvermindering zou genomen hebben.

**Artikel 10**

Volgens het koninklijk besluit van 7 december 1992 en het koninklijk besluit van 3 mei 2007 zijn **alle** sancties wegens het niet naleven van de vervangingsplicht, met **name** :

- een eventuele **administratieve** geldboete,
- een forfaitaire compensatoire dagvergoeding voor de R.V.A.,
- eventuele **strafrechtelijke** geldboetes,

ten laste van de werkgever die de vervangingsplicht miskent.

### **Artikel 11**

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2008 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2009.

---